Chapitre 6 : Les normes internationales

La comptabilité est une affaire de convention.

Jusqu'à maintenant on a parlé du référentiel français (le PCG) Mais d'autres référentiels existent

- Référentiel américain : US GAAP
- Référentiel international : IFRS

I. Les enjeux et cadres institutionnels

1) Organismes internationaux et objectifs de convergence

La fondation IAS international Acounting standards

Devenue plus tard l'IASB, l'IAS a été créée en 1973 à l'initiative des organismes de normalisation comptable des neuf pays suivants : Allemagne, Australie, Canada, EU, France, Japon, Mexique, Pays Bas, RU

Pourquoi ces normes ?

- Faciliter la lecture et l'allocation par les investisseurs internationaux (bourse)
- Faciliter la diffusion de l'information financière

Objectifs :

- Formuler et publier des normes comptables pour la présentation des états financiers et promouvoir leur utilisation et leur généralisation à l'échelle mondiale
- Contribuer à l'harmonisation des réglementations, des normes et des procédures relatives à la présentation des états financiers

Organisation : une structure à trois niveaux



Deux sujets intéressants :

IABS objectivement plus complexes que les normes françaises. Ça peut poser des pb d'interpretation. Donc l'IFRS a créé un comité d'interprétation qui interprétera les documents qui sont difficilement lisibles.

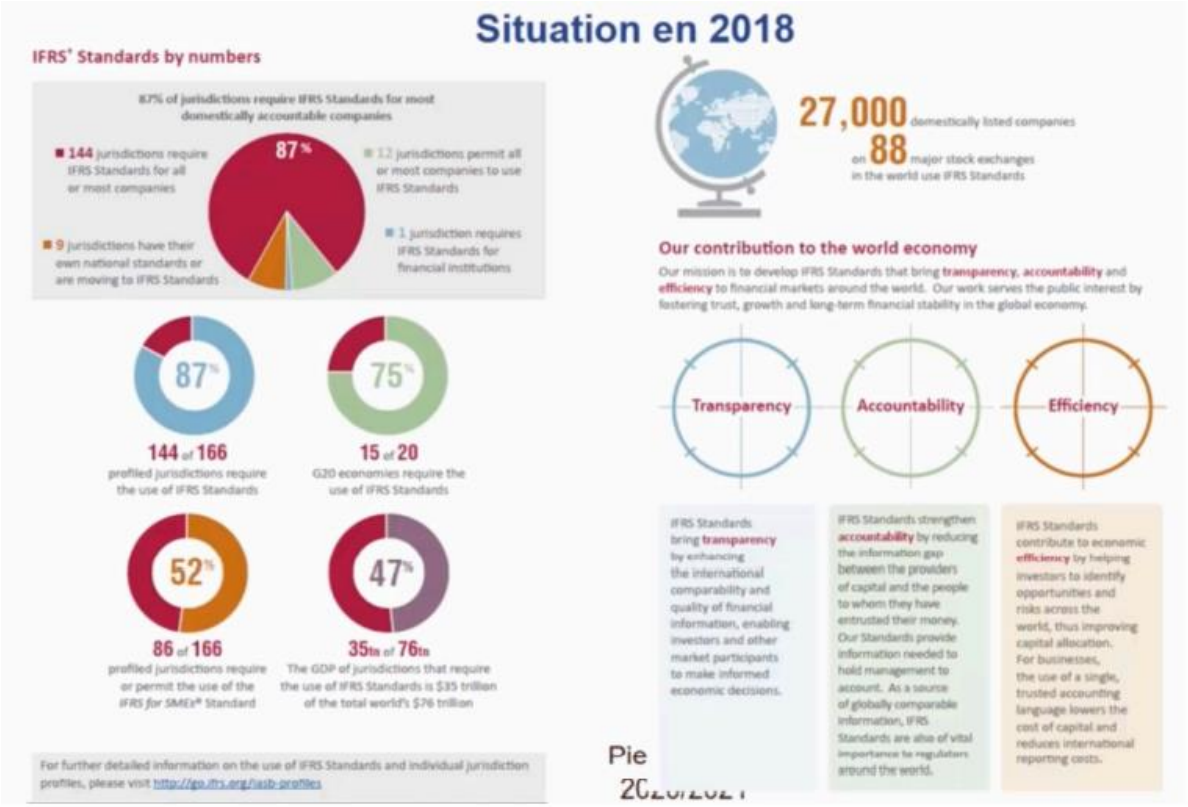
SME : Danone

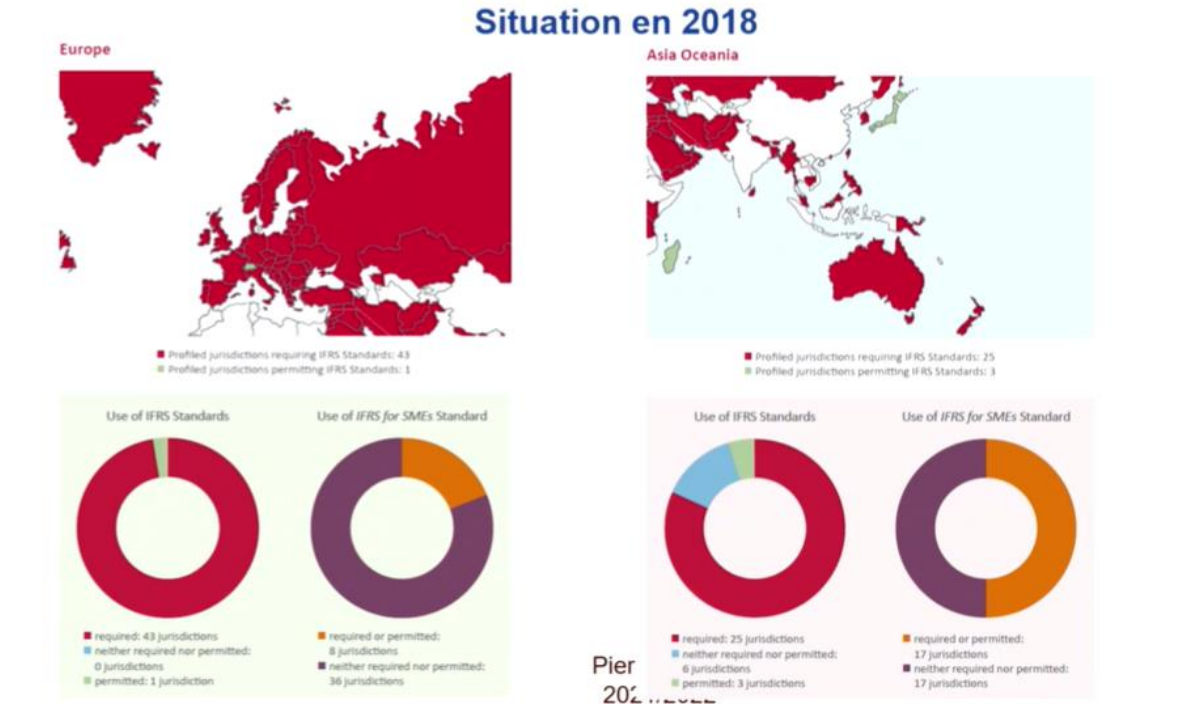
IASB n'est pas contrainte de suivre l'avis formulé par ces organismes ci dessus mais ces parties prenantes peuvent donner leur avis et conseiller l'IASB

Organisation

- Le tableau ci-dessous recense les organes consultatifs officiels de l'IASB

Groupe	
Accounting Standards Advisory Forum (Forum consultatif des normes comptables)	Groupe consultatif composé de normalisateurs comptables nationaux et des organismes régionaux qui s'intéressent à l'information financière, chargé de fournir à l'IASB des conseils techniques et des commentaires.
IFRS Advisory Council (Conseil consultatif de l'IFRS)	Organe formel de conseil à l'IASB et aux trustees ; composé de représentants de préparateurs, d'analystes financiers, d'universitaires, de commissaires aux comptes, de régulateurs, d'associations professionnelles de comptables et de groupes d'investisseurs.
Capital Markets Advisory Committee (Comité consultatif sur les marchés financiers)	Groupe consultatif externe à l'IASB, composé d'investisseurs et d'autres utilisateurs des états financiers.
Emerging Economies Group (Groupe des économies émergentes)	Mis en place pour renforcer la participation des économies émergentes à l'élaboration des normes IFRS. Les membres actuels sont les pays émergents déjà membres du G20 ainsi que la Malaisie.
Global Preparers Forum (Forum mondial des préparateurs)	Groupe consultatif externe à l'IASB, composé d'organisations qui préparent des états financiers conformément aux normes IFRS.
SME Implementation Group (Groupe de mise en oeuvre de la norme IFRS pour les PME)	Groupe qui soutient l'adoption internationale de la norme IFRS pour les petites et moyennes entités et qui en surveille la mise en oeuvre.
Groupes consultatifs	Les groupes consultatifs procurent à l'IASB un surcroît d'expertise et d'expérience pratiques. L'IASB met normalement en place des groupes consultatifs pour ses principaux projets.





144 juridictions (pays) qui exigent que soient utilisées les IFRS pour tout ou la plupart des sociétés cotées dans ces juridictions.
9 ont leur propre juridiction mais évoluent vers l'IFRS
12 qui ont la plupart de leurs companies qui utilisent l'IFRS
87% des juridictions exigent que soient appliquées l'IFRS pour leurs sociétés domestiques

15/20 economies du G20 utilisent les normes IFRS
47% du PIB mondial est couvert par des juridictions qui appliquent lIFRS

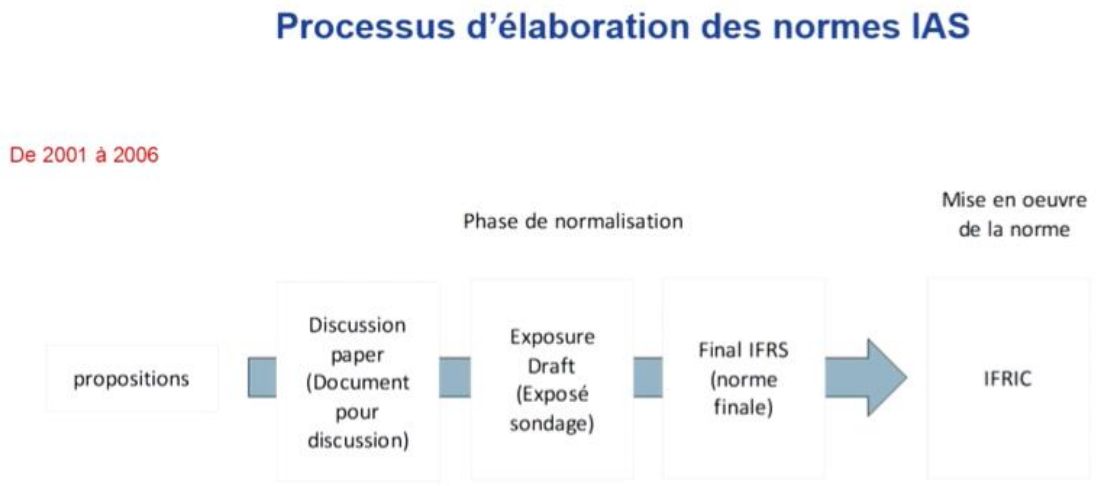
Exceptions : États-Unis

Transparency : promouvoir la transparence (mondiales, globales) moins d'options offertes donc qualité de l'information + /transparente. L'investisseur a moins dhsitations quant à la transparence Accountability : vision où les normes ont vocation à réduire l'asymétrie d'information (on prend acte du fait que ceux qui sont dans lentreprise ont + d'information que les autres investisseurs) Faire en sorte que les interets des uns soient pareils aux autres Réduire l'écart entre ceux qui ont l'argent et ceux qui ont besoin d'argent

Efficiency : améliorer l'allocation du capital. Faire en sorte que l'argent aille là où il sera le mieux rémunéré

- Europe largement concernée. 43 juridictions exigent l'application de l'IFRS sauf la suisse (permet mais n'exige pas) SWATCH par exemple n'est pas obligé d'utiliser l'IFRS.
- En Asie, le principal concerné est l'Australie.
- Zone Amérique : le canada et Amérique du Sud utilisent l'IFRS mais pas les États Unis. En tant qu'investisseur et preparateur des états financiers, c'est pas gênant tant que ca parce que les normes américaines ressemblent aux normes IFRS mais. On peut envisager une carrière internationale si on maitrise les normes comptables IFRS.

2) Processus d'élaboration des normes

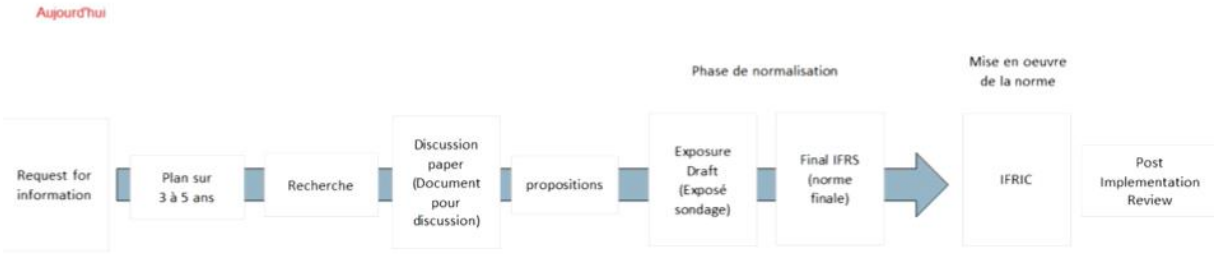


Discussion paper : pas un projet de normes. C'est une problématique qui est poussée par l'IASB et dont il propose des solutions. Ensuite il a vocation a etre discuté, publié

Exposure draft : l'IaSB prend en compte les remarques formulées et publie un exposé sondage. C'est un projet de normes que l'ISB demande encore aux parties prenantes leur avis

Final IFRS : norme finale publiée par l'IASB qui aura vocation a être acceptée apr les parties prenantes et donnera lieu à l'IFRIC qui est chargé de l'interprétation.

Parties prenantes qui peuvent donner leur avis : ANC, AMF, grands cabinets d'audit (EY, Price, KPMG, Deloitte), grands émetteurs (carrefour, Danone)



PIR : a vocation à s'assurer apres cout (après publication et adoption) , de verifier sur le terrain comment ca se passe

IFRS norme finale publiée par l'IASB.

3) Processus d'homologation des normes (niveau (UE)

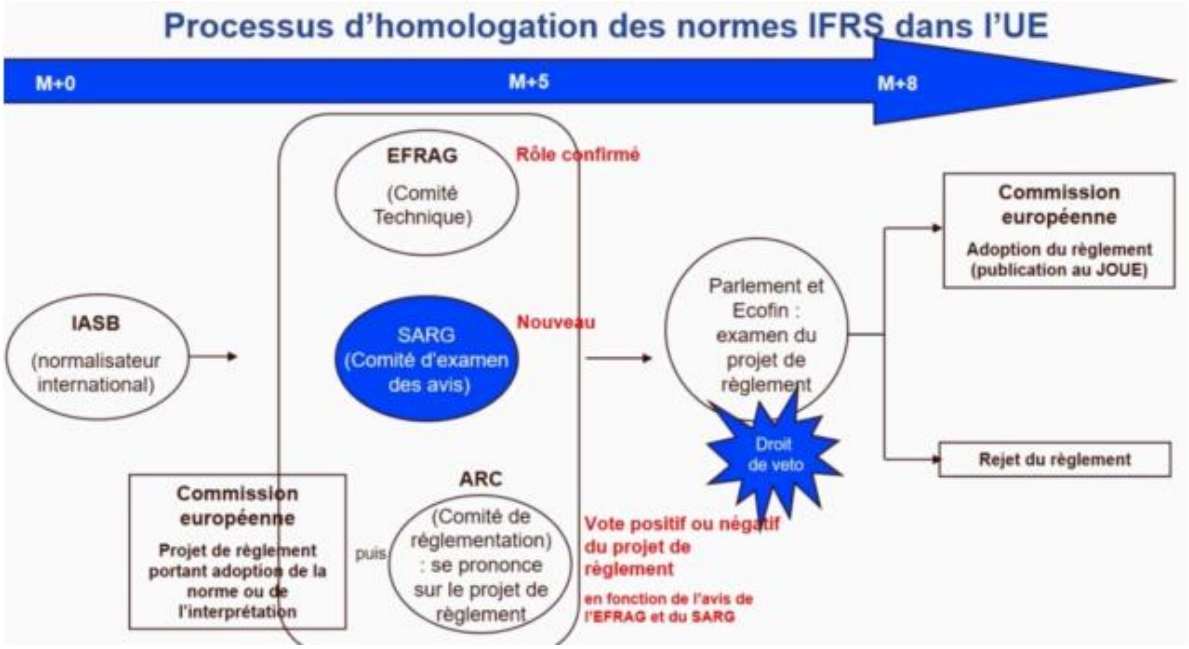
Le mécanisme général

- **L'EFRAG** est un comité technique comptable
  - Il participe à l'élaboration des normes (prend position sur les exposés-sondage)
  - Il est lui-même composé d'un conseil de surveillance et d'un comité technique
  - Les membres sont issus du secteur privé et sont indépendants de la Commission Européenne
- **Le SARG** formule des avis sur l'objectivité et l'impartialité des avis de l'**EFRAG**
- **Le CRC (ARC)** Européen rend des avis et statue sur les normes et interprétations applicables.
  - Il est composé d'un représentant de chaque état membre
  - Il est présidé par la Commission Européenne
- **Le parlement** et le Conseil des Affaires Economiques et Financières (**ECOFIN**). Ils disposent chacun d'un droit de veto quel que soit les avis de l'ARC

Processus d'homologation

- Évaluation technique par l'EFRAG
- Avis du comité d'examen des avis sur les normes comptables (standard advice review group) : le SARG prononce un avis sur l'opinion de l'EFRAG
- Approbation par le comité réglementaire comptable, ou ARC (accounting regulatory committee), du projet de règlement d'adoption prépare par la commission européenne
- Intervention du parlement européen et du conseil pour contrôle
- Décision d'applicabilité par la CE ou le conseil
- Traduction dans chaque langue officielle de l'UE
- Publication sous la forme d'un règlement au journal officiel

➔ la norme devient applicable qua partir du moment où elle a été publiée sous forme d'un règlement



Application obligatoire des normes dans l'UE

Il s'agit des normes et interprétations

- Publiées par l'IASB à la date d'arrêté
- Et approuvées par l'UE à la date d'arrêté
- Et d'application obligatoire à partir de N

Exemples

- IFRS 7 publiée par l'IASB le 18/08/2005 effet le 01/01/2008
- IFRS 8 publiée par l'IASB le 30/11/2006 effet le 01/01/2009
- IFRS 10 11 et 12 publiées par l'IASB le 12 mai 2011 effet le 01/01/2014 avec application anticipée possible
- IFRS 16 publiée par l'IASB le 13 janvier 2016 effet le 01/01/2019 avec application anticipée possible (Air France par exemple a appliqué avant la date d'effet)

Application anticipée : Il s'agit des

- Normes dont l'application anticipée est prévue
- Interprétations publiées et non encore approuvées par l'UE
- Projets d'IFRIC dès lors qu'ils ne sont pas incompatibles avec les directives européennes.

Exemple : il y a toujours un délai

Application des normes dans l'UE

Exemple :

- IFRS 3 révisée, publiée par l'IASB le 08/01/2008, adoptée par l'UE le 12/06/2009 et d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 01/07/2009
- Amendement IAS 1 de juin 2011 : application anticipée possible pour la clôture 2011, mais application obligatoire à compter de juillet 2012
- IFRS 13 a été homologuée par le règlement UE n° 1255/2012 du 11 décembre 2012, paru au journal officiel de l'UE du 29 décembre 2012
  - Elle est d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2013, mais une application anticipée est possible
- La norme IFRS 10 a été homologuée par le règlement (UE) n° 1254/2012 du 11 décembre 2012, paru au journal officiel de l'UE du 29 décembre 2012 et venant modifier le règlement (CE) n° 1126/2008 par insertion de la norme
  - Elle est d'application obligatoire
    - À compter du 1er janvier 2013 pour l'IASB avec une application anticipée possible
    - à compter du 1er janvier 2014 au niveau européen, avec une application anticipée possible

IFRS 3 sur le regroupement
IFRS 13 sur la juste valeur
IFRS 10 sur la consolidation : a bcp changé les normes de consolidation

Application des normes dans l'UE

- Cas Brexit :

The future of IFRS in a post-BREXIT UK

With the approach of BREXIT, one of the many matters to be decided is how IFRSs will in future be required to be applied in the UK.

The requirement for UK listed companies to apply IFRS is enshrined in UK law, by cross reference to the European regulations, referring to IFRS as adopted by the EU. We have four possible choices:

i. To replace the requirement to apply IFRS with a return to UK GAAP
ii. To replace the requirement with 'IFRS as issued by the IASB', rather than as adopted by the EU
iii. To keep the status quo, or
iv. To replace the requirement with 'UK-adopted IFRS'.

Of these four, the first is the least attractive. First, 'old' UK GAAP was a mixture of accounting standards and Company Law that had developed over time, which were sometimes in conflict and was largely silent on important modern issues, such as how to account for financial instruments. Second, it was abolished from 2015 when accounting

4) Les normes en vigueur

Appellation des normes IFRS

- International Financial Reporting Standard
- Normes d'information financières internationales

IAS : International accounting standard

Dans les années 2000 le vocable IAS a donné place à IFRS. on s'est rendu compte que IAS etait destinées aux investisseurs et pas aux comptables. Donc on est plus proche du reporting financier que de la comptabilité. Les utilisateurs ont besoin d'une information financière. Donc on a changé d'appellation considérant qu'on n'avait pas vraiment besoin de comptabilité (peu de comptes en partie double)

Appellation des avis d'interprétation : IFRIC

- International Financial Reporting Interprétations Committee

Le référentiel se compose de :

- Préface et cadre conceptuel
- 43 normes internationales IAS et IFRS (y compris pack conso - IFRS 10, 11, 12-, et IFRS13)
- 11 interprétations SIC de ces normes
- 18 IFRIC (HORS IFRIC 3, 8, 11)

Normes IAS -> IFRS
Normes SIC -> IFRIC

Les marchés financiers sont les premiers utilisateurs de cette informations financière

Les normes traitent de sujets variés qui peuvent être regroupés par grands thèmes

- Présentation et information financier (IAS 1 révélée, IAS 33, IAS 34...)
- Évaluation (IAS 8, IAS 10, IAS 18, IFRS 13)
- Actifs (IAS 2, IAS 16, IAS 36)
- Passifs (IAS 12, IAS 37, IAS 23 révisée)
- Opérations particulières, comme par exemple les M&A (IFRS 3 révisée, IFRS 1)

Série	Numéro	Intitulé de la norme
IAS	1	Présentation des états financiers
IAS	2	Stocks
IAS	7	Tableaux de flux de trésorerie
IAS	8	Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs
IAS	10	Evénements survenant après la date de clôture
IAS	12	Impôts sur le résultat
IAS	16	Immobilisations corporelles
IAS	19	Avantages du personnel
IAS	20	Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique
IAS	21	Effets des variations des cours des monnaies étrangères
IAS	23	Coûts d'emprunts
IAS	24	Information relatives aux parties liées
IAS	26	Comptabilité et rapports financiers des régimes de retraite
IAS	27	Etats financiers consolidés et individuels
IAS	28	Participations dans des entreprises associées
IAS	29	Information financière dans les économies hyperinflationnistes
IAS	31	Participations dans des coentreprises

Trou = remplacement par les normes IFRS

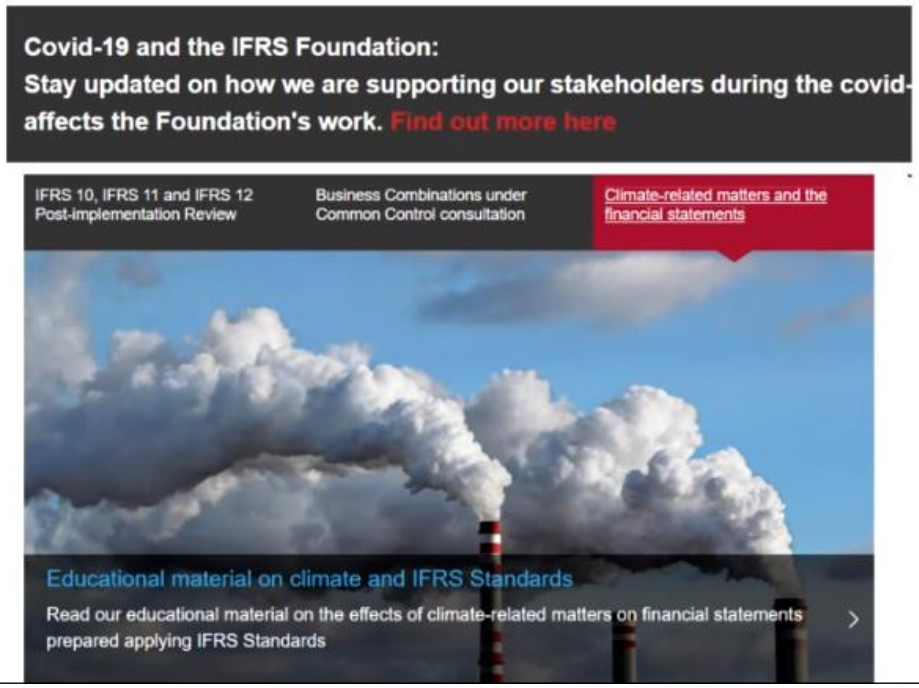
Série	Numéro	Intitulé de la norme
IFRS	12	Informations à fournir
IFRS	13	Evaluation de la juste valeur
IFRS	14	Activités régulées
IFRS	15	Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec des clients
IFRS	16	Contrats de location

- Pourquoi les normes d'information financière sont structurantes ?
  - Car elles peuvent avoir des incidences importantes sur les opérations économiques
  - Exemple : IFRS 3 sur les regroupements d'entreprises (M&A)
    - Amortir ou ne pas amortir le GW ?
    - C'est-à-dire que la façon dont la rentabilité d'une opération de croissance externe sera communiquée/appréciée dépend aussi de la façon dont le GW sera traité dans le temps !

5) Les projets en cours

Work plan

- Une attention particulière sur les effets du changement climatique



- Point en discussion : double matérialité ?
  - Matérialité sur les résultats : incidence de l'information extra financière sur les résultats de l'entreprise
  - ET/OU Matérialité durable : incidence sur l'environnement et la société

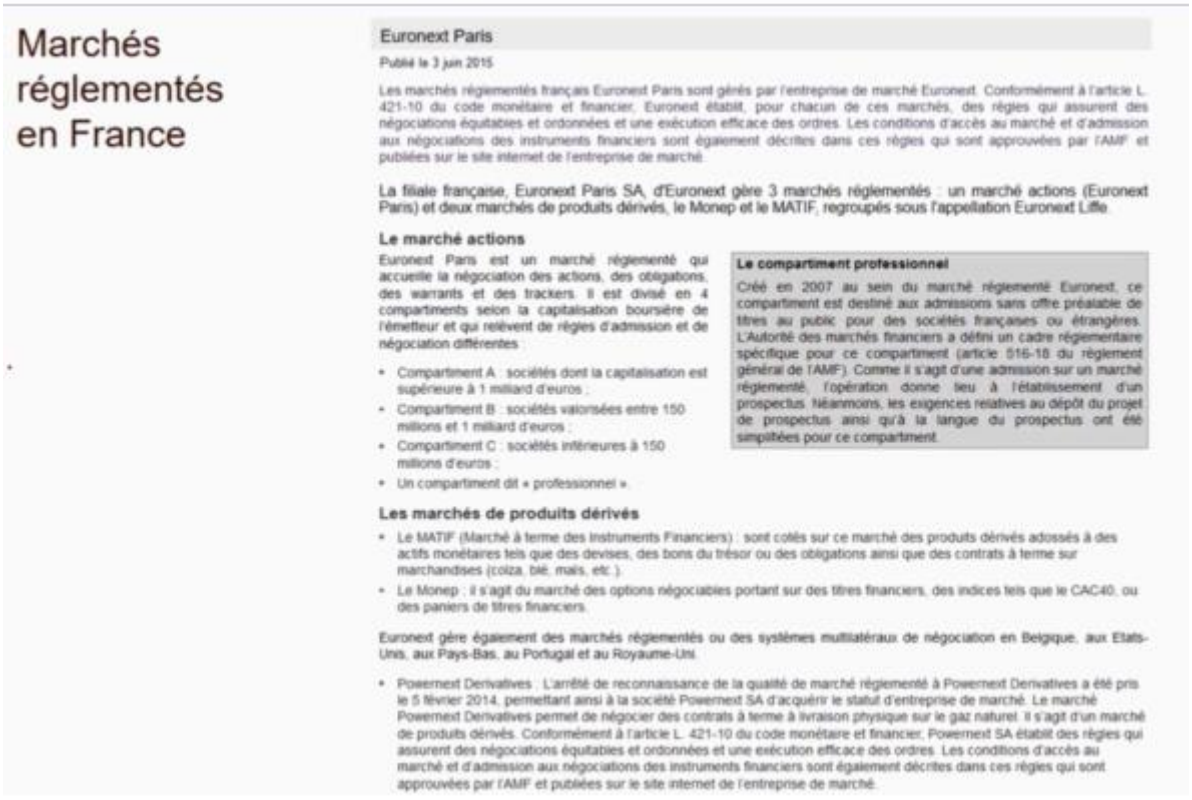
	Vision US/IFRS	Vision Européenne
Matérialité sur les résultats	X	X
Matérialité durable		X

6) Utilisation du référentiel IAS en France

4 cas de figures sont envisageables :

- Sociétés dont les titres sont cotes sur un marché réglementé
- Sociétés dont les titres ne sont pas cotes sur un marché réglementé mais tenues d'établir des comptes consolidés
- Personnes morales ayant la qualité de commerçant et publiant des comptes consolidés sans en avoir l'obligation
- Comptes individuels

Marché réglementé en France



Marchés réglementés en France

Euronext Paris

Publié le 3 juin 2015

Les marchés réglementés français Euronext Paris sont gérés par l'entreprise de marché Euronext. Conformément à l'article L. 421-10 du code monétaire et financier, Euronext établit, pour chacun de ces marchés, des règles qui assurent des négociations équitables et ordonnées et une exécution efficace des ordres. Les conditions d'accès au marché et d'admission aux négociations des instruments financiers sont également décrites dans ces règles qui sont approuvées par l'AMF et publiées sur le site internet de l'entreprise de marché.

La filiale française, Euronext Paris SA, d'Euronext gère 3 marchés réglementés : un marché actions (Euronext Paris) et deux marchés de produits dérivés, le Monep et le MATIF, regroupés sous l'appellation Euronext Lille.

Le marché actions

Euronext Paris est un marché réglementé qui accueille la négociation des actions, des obligations, des warrants et des trackers. Il est divisé en 4 compartiments selon la capitalisation boursière de l'émetteur et qui relèvent de règles d'admission et de négociation différentes :

- Compartiment A : sociétés dont la capitalisation est supérieure à 1 milliard d'euros ;
- Compartiment B : sociétés valorisées entre 150 millions et 1 milliard d'euros ;
- Compartiment C : sociétés inférieures à 150 millions d'euros ;
- Un compartiment dit « professionnel ».

Le compartiment professionnel

Créé en 2007 au sein du marché réglementé Euronext, ce compartiment est destiné aux admissions sans offre préalable de titres au public pour des sociétés françaises ou étrangères. L'Autorité des marchés financiers a défini un cadre réglementaire spécifique pour ce compartiment (article 516-18 du règlement général de l'AMF). Comme il s'agit d'une admission sur un marché réglementé, l'opération donne lieu à l'établissement d'un prospectus. Néanmoins, les exigences relatives au dépôt du projet de prospectus ainsi qu'à la langue du prospectus ont été simplifiées pour ce compartiment.

Les marchés de produits dérivés

- Le MATIF (Marché à terme des Instruments Financiers) : sont cotés sur ce marché des produits dérivés adossés à des actifs monétaires tels que des devises, des bons du trésor ou des obligations ainsi que des contrats à terme sur marchandises (colza, blé, maïs, etc.).
- Le Monep : il s'agit du marché des options négociables portant sur des titres financiers, des indices tels que le CAC40, ou des paniers de titres financiers.

Euronext gère également des marchés réglementés ou des systèmes multilatéraux de négociation en Belgique, aux Etats-Unis, aux Pays-Bas, au Portugal et au Royaume-Uni.

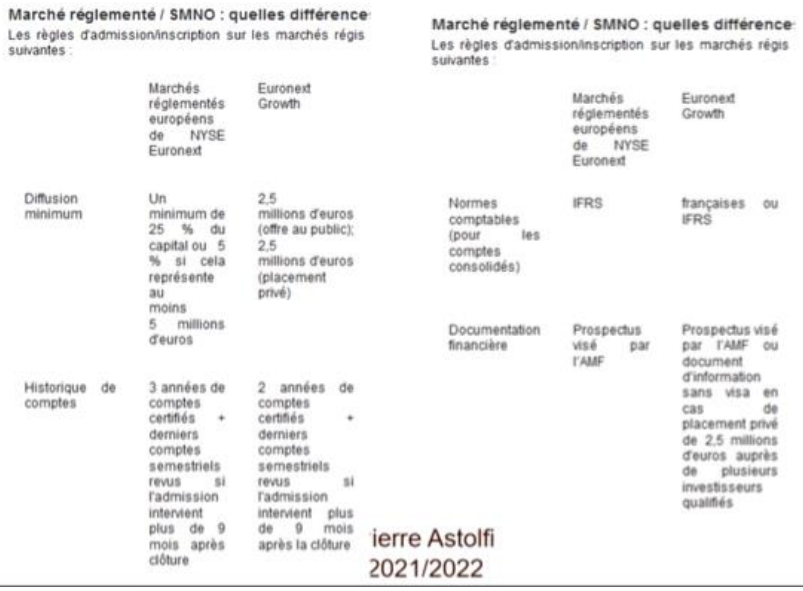
- Powernext Derivatives : L'arrêté de reconnaissance de la qualité de marché réglementé à Powernext Derivatives a été pris le 5 février 2014, permettant ainsi à la société Powernext SA d'acquérir le statut d'entreprise de marché. Le marché Powernext Derivatives permet de négocier des contrats à terme à livraison physique sur le gaz naturel. Il s'agit d'un marché de produits dérivés. Conformément à l'article L. 421-10 du code monétaire et financier, Powernext SA établit des règles qui assurent des négociations équitables et ordonnées et une exécution efficace des ordres. Les conditions d'accès au marché et d'admission aux négociations des instruments financiers sont également décrites dans ces règles qui sont approuvées par l'AMF et publiées sur le site internet de l'entreprise de marché.

Euronext Paris pour
actions
Marchés pour produits dérivés

Attention : il ne faut pas confondre le marché règlementé (Euronext) ; les compartiments (A, B, C) ; le CAC 40

Le marché réglementé est différent du marché régulé.

- Marché réglementé versus marché régulé ?
  - http://www.amf-france.org/Acteurs-et-produits/Societes-cotees-et-operations-financieres/Introduction-en-bourse.html?



Marché réglementé / SMNO : quelles différence

Les règles d'admission/inscription sur les marchés régis suivantes :

	Marchés réglementés européens de NYSE Euronext	Euronext Growth
Diffusion minimum	Un minimum de 25 % du capital ou 5 % si cela représente au moins 5 millions d'euros	2,5 millions d'euros (offre au public); 2,5 millions d'euros (placement privé)
Historique de comptes	3 années de comptes certifiés + derniers comptes semestriels revus si l'admission intervient plus de 9 mois après clôture	2 années de comptes certifiés + derniers comptes semestriels revus si l'admission intervient plus de 9 mois après la clôture

Marché réglementé / SMNO : quelles différence

Les règles d'admission/inscription sur les marchés régis suivantes :

	Marchés réglementés européens de NYSE Euronext	Euronext Growth
Normes comptables (pour les comptes consolidés)	IFRS	françaises ou IFRS
Documentation financière	Prospectus visé par l'AMF	Prospectus visé par l'AMF ou document d'information sans visa en cas de placement privé de 2,5 millions d'euros auprès de plusieurs investisseurs qualifiés

ierre Astolfi
2021/2022

À gauche on a les conditions du marché réglementé et à droite on a les conditions du marché régulé.
Euronext ou Euronext croissance
Différence entre les deux : on est + exigent sur le marché réglementé que sur le marché régule.

Marché libre bcp moins encadré que le marché régulé Règlement européen qui rend l'application des normes IFRS à partir de 2005 ne concerne que les comptes consolidées des entreprises cotées dans l'UE sur le marché réglementé
Ça ne concerne pas de manière obligatoire les sociétés cotées sur les marchés régulés

Sociétés dont les titres sont cotes sur un marché réglementé

- Application de l'article 4 du règlement CE 1606-2002 du 19 juillet 2002
- Application obligatoire du référentiel comptable international
- Pour les seuls comptes consolidés : dont le siège social est situé au sein de l'UE (sauf suisse) - Pour les exercices ouverts à compter du 01/01/2005
- Normes IAS/IFRS concernées : celles homologuées par l'ARC (CRC européen) émet publiées au JO
- La question se pose pour les sociétés cotées sur le marché réglementé de Londres

Sociétés dont les titres ne sont pas cotes sur un marché réglementé mais tenues d'établir des comptes consolidés

- Article 5 du règlement CE 1606-2002 : option laissée aux états membres d'autoriser ou non l'utilisation du référentiel IAS / IFRS pour les comptes consolidés
- Option retenue par le législateur Ainsi, l'article 1 de l'ordonnance 2004-1382 du 20 décembre 2004 modifie l'article L233-24 du code de commerce
- Ces sociétés peuvent donc depuis le 1er janvier 2005 et sur option, s'affranchir du référentiel national en matière de comptes consolidés
- Point d'attention. IFRS simplifiée destine aux PME publié le 09/07/2009

➔ on est plus obligé d'utiliser le PCG dans les comptes consolidés

Sociétés dont les titres ne sont pas cotés sur un marché réglementé, mais tenues d'établir des comptes consolidés

- Quelles sont les sociétés tenues d'établir des comptes consolidés en France ?
- Si l'ensemble constitué par une société et les entreprises qu'elle contrôle ne dépasse pas, pendant deux exercices successifs et sur la base des derniers comptes arrêtés, deux des trois critères suivants (depuis le 1er janvier 2016) :
  - total du bilan : 24 M€
  - montant net du CA : 48 M€
  - Nbre moyen de salariés permanents : 250

Comptes individuels

- Article 5 du règlement CE 1606-2002 : option laissée aux états membres d'autoriser ou non l'utilisation du référentiel IAS/IFRS pour les comptes individuels de l'ensemble des sociétés
- Option non retenue en France. Pour des raisons fiscales. Les comptes sociaux c'est la base fiscale. Écritures de retraitements fiscaux, déductions fiscales... donc en normes françaises le résultat comptable et comptable n'est pas pareil. Mais, si on part plus d'une base française PCG mais internationales IFRS, on allait plus partir d'une base maîtrisée par le législateur français donc ça posait problème.
- Néanmoins, l'introduction du référentiel IAS/IOFRS se fait progressivement par modification du référentiel national.

ISB est un organisme privé. Les états, sociétés etc. ont confié ce pouvoir de normalisation en termes de sujet de l'information financière, c'est pas anodin. Il y a une perte de légitimité, de souveraineté. Mais sur les comptes individuels, ça peut être une qualité d'amélioration, mais le sujet fiscal l'emporte sur les autres considérations. Il faut garder la main sur la liasse fiscale.

➔ Distinction forte entre comptes consolidés des sociétés et pas cotées et les comptes individuels. On a deux grandes familles de comptes (consolidés ; individuels)

En France, les sociétés françaises en comptes individuels n'ont pas le droit de publier leurs comptes en normes IFRS. Ça pose souci pour les groupes, par exemple, la société groupe consolidé de Danone doit publier en IFRS mais les sociétés en France doivent publier en normes françaises selon le PCG. Ça pose un souci pour le passage en norme IFRS lors de la consolidation

La France a fait le choix de la convergence (ce qui signifie aboutir au même point)

7) Quelques différences avec les normes française

Liste non exhaustive

	Normes françaises	Normes IFRS
Résultat exceptionnel	OUI	NON La notion de résultat exceptionnel n'existe pas Exemple : paiement d'une amende, litige fournisseur : ça sera considéré comme faisant partie du business normal (alors qu'en normes françaises c'est exceptionnel)
Présentation séparée du résultat des activités abandonnées	NON	OUI
Contrôle conjoint	Intégration proportionnelle -> on reconnaît 50% des actifs et passifs et on a des IM	Mise en équivalence -> incidence parfois significative. On ne reconnaît pas de % d'actifs et passifs et du résultat. Ce nest plus autorise depuis janvier 2014 Depuis 2014 ils ont vu leurs marges diminuer quand ils détenaient 50% dune autre société. —> quand on détient 50% d'une société à 2, personne n'a le contrôle sur l'entreprise. Chacun détient un morceau du controle. Mais on a pas de droit sur 50% des actifs passifs et résultat. C'est que une influence notable et non un controle conjoint.
Présentation courant / non courant (2 catégories)	NON	OUI -> permet une analyse plus fine de l'exigibilité A la lecture du bilan, on sait ce qui relève dune dette à -1an ou à +1an. C'est plus précis et pertinent.
GW complet -> évaluation en juste valeur sur la quote part du prix payé (évaluer les IM en tenant compte de la quote part) Montants IM plus importants que pour le GW partiel	Interdit	OUI sur option (Obligatoire pour le référentiel américain)
Frais de développement (Attention, frais de recherche en charges)	Activation optionnelle	Activation obligatoire (si certains critères sont remplis)

Liste non exhaustive

- Différences de présentation



En normes françaises : un résultat exceptionnel existe mais pas un résultat des activités abandonnées

MARGE COMMERCIALE	A
PRODUCTION DE L EXERCICE	B
VALEUR AJOUTEE	C
EXCEDENT BRUT D EXPLOITATION	**D**
DOTATIONS AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	E
RESULTAT D EXPLOITATION	**F = D - E**
RESULTAT FINANCIER	G
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	**H = F + G**
RESULTAT EXCEPTIONNEL	I
IMPOT	J
RESULTAT NET	**K = H + I – J**
CAPACITE D AUTOFINANCEMENT	**L**

- Différences de fond

	Normes françaises	Normes IFRS
Frais de R&D	Activation obligatoire depuis le 1er janvier 2021	Activation obligatoire (si certains critères sont remplis)

- NB : l'activation des frais de R&D était optionnelle avant 2020-01
- Enjeux important : exemple cas activation *versus* charges = Worldcom
  - https://www.thebalance.com/worldcom-s-magic-trick-356121
  - Video : https://www.youtube.com/watch?v=hlrmuTRUI1U
  - https://www.youtube.com/watch?v=WUNk12uv9PQ

- Différences de fond

	Normes françaises	Normes IFRS
Principe de juste valeur	N'existe pas en normes françaises	Application obligatoire du principe pour certains actifs et passifs (instruments financiers par exemple)

Différences de fond

	Normes françaises	Normes IFRS
Charges de stock option (SOP) sur la base d'un modele optionnel -> plan attribué à certains managers qui a vocation à les motiver pour faire en sorte qu'ils soient + impliqués dans l'entreprise. On leur propose une remuneration qui sera basée sur les actions en fonction d'un certain nombre d'objectifs ou performance.	Pas d'incidence en P/L	Charge passée en charges de personnel
Dette hybride -> l'émetteur rembourse que s'il a envie (EDF, Danone, ACCOR) -> le levier financier n'est pas le même en normes françaises ou IFRS.	Classement en dette	Classement capitaux propres
Comptabilisation d'une dette convertible -> obligation convertible. Économiquement, dans ceytye dette, on a une composante dette et une composante capitaux propres (car obligation convertible) -> option de convertir en capitaux propres à la seule main du bénéficiaire	Pas de reconnaissance d'une composante optionnelle -> si on emprunte des obligations convertibles, on aura que de la dette	Reconnaissance d'une composante optionnelle (split accounting) -> on aura un morceau dette et un morceau capitaux propres
Frais d'émission d'emprunt	En charge de l'exercice ou étalement linéaire	Intégrés dans le cout de la dette TIE taux d'intérêt fictif, taux qui égalise les flux entrants et sortants de la dette -> étalement actuariel

	Normes françaises	Normes IFRS
Primes d'émission et de remboursement	Étalement linéaire ou au pro rata des interets	Intégrées dans le coût de la dette au travers du TIE (étalement actuariel
Évaluation en juste valeur des options de type Call (option d'achat) et Put (option de vente)	Rarement	OUI Systématiquement
Prise en compte dans la dette des engagements portant sur les contrats de crédit bail	Sur option	OUI obligatoirement (IFRS 16)
Prise en compte dans la dette des engagements portant sur des loyers simples	NON	OUI obligatoirement (IFRS16) -> incidence parfois significative Des lors qu'on loue un entrepôt, on a 3 ans d'engagement, meme si on a pas envie d'acheter cet entrepôt par la suite, on sera obligé d'avoir une dette —> EBE + élevé en IFRS que en normes françaises
Traitement de la dette à taux fixe	Systématiquement en valeur nominale -> dette insensible aux variations des taux de marché	Calcul de la juste valeur au moins pour les annexes (et parfois comptabilisation de la dette en juste valeur) -> quand le taux de marché augmente la juste valeur de la dette diminue et inversement

8) Quelques références

www.ifrs.org -> normes en version anglaise et traduites en français -> accessibilité aux projets de normes en cours et améliorations
Esma -> patron des AMF national au niveau européen -> publie des informations sur les normes IFRS, comment appliquer dans les zones de l'UE
AMF -> sociétés dont les titres sont cotés, soumises de façon obligatoire aux normes IFRS Les sites des cabinets d'audit internationaux